

"La crise écologique va changer les guerres et notre stratégie militaire"

L'imminence de l'effondrement planétaire nous enjoint de redéfinir notre doctrine militaire et de sécurité. La raréfaction des ressources nécessaires au maintien de notre civilisation industrielle entraîne en effet des tensions et des désordres de plus en plus nombreux, aux formes nouvelles. La guerre au Sahel en est l'exemple: mettant aux prises éleveurs et agriculteurs, dont la coexistence est rendue impossible par la désertification et le réchauffement, elle peut être considérée comme la première guerre climatique de l'Histoire.

De chasseurs nous pouvons devenir proies

La crise est planétaire, les menaces le sont aussi. Il est plus que jamais nécessaire de garantir notre indépendance stratégique, y compris pour nous donner les moyens d'une politique de transformation écologique et sociale, à l'abri des appétits étrangers et des tentatives de déstabilisation interne. Les grandes puissances vont désormais tenter de sécuriser leurs approvisionnements stratégiques, y compris par la force. La zone de "chalandage" s'étend à la planète entière, et de chasseurs nous pouvons devenir proies. Le recours à l'arme nucléaire devient moins probable car elle détruit les ressources (terres arables et habitables), qui constituent le but de guerre. Les conflits de demain mettront aux prises des armées conventionnelles et cybernétiques. Par ailleurs, le manque de ressources, l'élévation du niveau de la mer et des températures endommagent les capacités militaires et de maintien de l'ordre, si celles-ci ne sont pas adaptées.

La guerre au Sahel peut être considérée comme la première guerre climatique de l'Histoire.

L'effondrement s'accompagne d'une prolifération des belligérants et des fauteurs de troubles. Aux Etats s'ajoutent les groupes armés infra-étatiques: groupes terroristes, mafias chargées du trafic des migrants climatiques et des armements, milices et bandes de toutes sortes. Les puissances s'évertuent, qui à combattre, qui à encourager cette prolifération d'acteurs mal définis, afin d'en tirer le meilleur avantage. Les conflits de demain porteront la marque de l'embrassement généralisé et de la "montée aux extrêmes", totalitaire, prophétisée par Clausewitz.

L'urgence écologique en appelle au branle-bas de combat

Notre doctrine de défense et de sécurité doit viser un objectif prioritaire: assurer la mobilisation écologique des Etats-résilience européens. L'urgence écologique en appelle au branle-bas de combat. La mobilisation de toutes les forces de la nation s'apparente à un état de guerre. Il nous faut revoir la doctrine de production et d'emploi de nos capacités militaires à la lumière de la situation, totalement inédite à l'échelle des temps historiques, d'un effondrement rapide et planétaire du vivant.

Les conflits de demain mettront aux prises des armées conventionnelles et cybernétiques.

Mettre nos installations à l'abri des eaux et des événements climatiques extrêmes, avoir recours à un matériel militaire plus rustique, d'entretien plus facile et moins coûteux, fabriqué avec nos seules ressources nationales (financières et matérielles), renoncer à l'exportation de nos armements: telles sont, parmi d'autres, les transformations à entreprendre.

Refuser l'amalgame entre insurrection et terrorisme

Aux désordres internes, il conviendra de répondre en refusant l'amalgame entre insurrection et [terrorisme](#): la première vise les installations et les forces de l'ordre, le second s'en prend aussi aux populations civiles afin d'instaurer un climat de terreur. La lutte anti-terroriste doit reposer sur les services de renseignement et d'intelligence, et qui sont actuellement insuffisants compte tenu de l'accroissement des menaces. L'insurrection, elle, risque de devenir, en l'absence d'un renouvellement du fonctionnement de notre démocratie, la seule voie d'expression possible pour les populations exclues de la représentation politique et du marché du travail: à cette insurrection la police ne saurait répondre autrement qu'en protégeant les équipements (publics) et les biens (privés). La doctrine d'emploi de la force doit être revue afin de ne pas accroître les violences et de respecter le droit à manifester.

Promouvoir dans le monde la démondialisation écologique et coopérative

La perspective de l'effondrement doit nous conduire à revoir notre politique étrangère: au multilatéralisme libre-échangiste, substituons un polylatéralisme (entre groupes de pays partageant des besoins et des objectifs communs) coopératif. La démondialisation écologique, raisonnée et coordonnée, répond à l'urgence écologique, car elle permet de réduire les flux de matière et d'énergie et de renforcer la résilience des économies. L'Europe doit signer, avec les pays de son groupe, des Accords de Transition Partagée, en lieu et place des Accords de Libre-échange (ALE) ou de Partenariat Economique (APE) actuels.

A voir également sur le HuffPost: